



**CROUS de Limoges  
39G Rue Camille Guérin  
87036 Limoges cedex**

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fournitures

---













**Marché de denrées alimentaires à température ambiante :  
BOISSONS**

Appel d'offres ouvert

---

**Cahier des Clauses Particulières  
(C.C.P.)**

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fournitures  <u>Objet</u> : Marché de denrées alimentaires à température ambiante : BOISSONS
	<u>Acheteur</u> : CROUS de Limoges 39G Rue Camille Guérin 87036 - Limoges cedex
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.
	Lieux suivants : Limoges (Haute Vienne)
	L'accord-cadre n'est pas alloti.
	La durée de l'accord-cadre est de 12 mois. Le marché est reconductible. Le nombre de reconductions, ainsi que leurs conditions, sont précisés au sein du présent document.
	Le marché est à prix unitaires.
	L'accord-cadre est révisable.
	<u>Tranches</u> : L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches. <u>Prestations similaires</u> : Sans objet
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1. PRÉAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR.....	6
ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 3. DURÉE.....	6
ARTICLE 4. ACCORD-CADRE .....	7
4.1. TYPE D'ACCORD-CADRE .....	7
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 6. ASSURANCES.....	7
ARTICLE 7. INTERVENANTS .....	8
7.1. SOUS-TRAITANCE.....	8
7.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES .....	8
<b>PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT.....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	9
8.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX .....	9
8.2. CONTENU DU PRIX .....	9
8.3. VARIATION DES PRIX .....	9
ARTICLE 9. AVANCE .....	10
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE .....	10
ARTICLE 11. MODALITÉS DE PAIEMENT .....	10
11.1. DELAI DE PAIEMENT .....	10
11.2. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	11
11.3. FACTURATION .....	12
<b>PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 12. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	14
ARTICLE 13. EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 14. DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	15
ARTICLE 15. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS .....	15
ARTICLE 16. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	16
16.1. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	16
<b>PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE .....</b>	<b>17</b>
ARTICLE 17. ADMISSION.....	17
ARTICLE 18. DÉLAI DE GARANTIE.....	17
<b>PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES .....</b>	<b>18</b>
ARTICLE 19. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ .....	18
ARTICLE 20. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX DENRÉES ALIMENTAIRES AMBIANTES (BOISSONS) ...	18
ARTICLE 21. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	20
<b>PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>22</b>
ARTICLE 22. PÉNALITÉS ET PRIMES.....	22
ARTICLE 23. MESURES COERCITIVES.....	22
ARTICLE 24. CAS DE RÉSILIATION.....	23
ARTICLE 25. LIQUIDATION .....	23
ARTICLE 26. LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	23
<b>PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>25</b>

<b>PARTIE 9. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>26</b>
ARTICLE 27. MODALITÉS DE LIVRAISON .....	26
ARTICLE 28. CONDITIONNEMENT DES PALETTES.....	26
ARTICLE 29. SPÉCIFICITÉS TECHNIQUES.....	27
ARTICLE 30. MODALITÉS DE CONTRÔLE, SUIVI ET RELATIONS COMMERCIALES .....	30



## **PARTIE 1. PREAMBULE**

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

## PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

---

### ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le nom du représentant de l'acheteur sera communiqué lors de l'envoi de la lettre de notification.

Le service en charge du dossier :

Nom : CENTRE DE SERVICES PARTAGES - Madame Maëva RIVET  
Adresse : Services centraux, 39G Rue Camille Guérin, 87000 Limoges  
Téléphone : 05 19 56 13 22  
E-mail : maeva.rivet@crous-limoges.fr

### ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

**Objet des fournitures** : Marché de denrées alimentaires à température ambiante : BOISSONS.

**Lieux de livraison**:

- Limoges en Haute-Vienne

### ARTICLE 3. DUREE

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La date de début de l'accord-cadre est prévue le 1 avril 2026 ou le jour de la notification au(x) titulaire(s) si celle-ci intervient postérieurement au 1 avril 2026.

La date de fin prévisionnelle de l'accord-cadre est prévue le 31 mars 2027.

Délai de livraison :

Le délai de livraison des bons de commande correspond au délai, en jours calendaires, sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre.

Caractéristiques du délai de livraison :

Par dérogation à l'article 13 du CCAG fournitures courantes et services, la durée du marché ne commence pas à sa notification.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

## ARTICLE 4. ACCORD-CADRE

### 4.1. Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fournitures.

## ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le Cahier des clauses particulières et ses annexes
- Les Fiches techniques des produits présents au BPU
- Le catalogue au format Excel
- Les Bons de commande
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (\*)
- Le Cadre de réponse Technique (CRT)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

### Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances :

Les dispositions de l'article 4.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## ARTICLE 6. ASSURANCES

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Crous de Limoges et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'accord-cadre. Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La prise d'effet de l'accord-cadre est subordonnée à la remise de l'attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du Crous de Limoges dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès du Crous de Limoges, envers les tiers, y compris le personnel d'un des adhérents, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par contrat et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

Leur responsabilité protège le Crous de Limoges contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'elle provienne.

Attestations :

Les dispositions de l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 7. INTERVENANTS**

### **7.1. Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

### **7.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.



## PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

---

### ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

#### 8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

#### 8.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

#### 8.3. Variation des prix

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : En application de l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix du marché sont révisibles **annuellement**.

La demande de révision émane du titulaire.

La demande de révision doit parvenir au Crous de Limoges, par courriel à [csp@crous-limoges.fr](mailto:csp@crous-limoges.fr), deux (2) mois avant la date d'application de la révision de prix.

Elle contient :

- La formalisation de la formule de calcul de la révision (avec indication du prix initial et de la valeur des indices) ;
- Les pièces justificatives permettant d'apprécier la valeur des indices utilisés dans la formule de calcul ;
- L'annexe financière modifiée par l'effet de la révision des prix.

Le mois d'établissement des prix définis dans les annexes financières est le mois correspondant au mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé mois « zéro ».

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « zéro ».

L'année du mois « zéro » est variable selon la période contractuelle concernée par la révision.

Pour la première révision de prix, l'année du mois « zéro » est l'année de la date limite de remise des offres à l'accord-cadre.



Pour les révisions suivantes, l'année du mois « zéro » est l'année directement consécutif à l'année du mois « zéro » utilisée lors de la précédente révision.

**La révision est effectuée par application de la formule suivante :**

$$P(n) = P(n-1) [0,15 + 0,85 \times (IPC(n)/IPC(n-1))]$$

Dans laquelle :

- $P(n)$  = prix révisé HT à appliquer pour la période annuelle N

I-Pour la 1ère révision de prix :

- $P(n-1)$  = prix HT initial indiqué à l'acte d'engagement et son annexe financière réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « zéro »

II-Pour les révisions suivantes :

- $P(n-1)$  = prix révisé HT pour la période annuelle N-1

- $IPC(n)$  = L'indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France métropolitaine – Ensemble hors tabac - Identifiant 001763852 ; publié et définitif au mois de la demande de révision de prix

- $IPC(n-1)$  = Dernière valeur connue de l'Indice des prix à la consommation – Base 2015- Ensemble des ménages- France métropolitaine- Ensemble hors tabac- identifiant 001763852 ; publié et définitif au mois « zéro ».

L'application de la formule de révision des prix ne peut pas avoir pour effet d'augmenter de plus de 3% les prix initiaux du marché, soumis à la révision.

Si l'application de la formule de révision des prix conduit à dépasser ce plafond, les prix du marché tels que calculés à l'issue de l'application de la formule de révision sont les prix plafonnés à 103%.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de l'application de la présente clause.

Lorsque l'application de la formule de révision des prix conduit à augmenter de plus de 5% les prix initiaux du marché, soumis à la révision, l'acheteur se réserve la possibilité de refuser l'application des nouveaux prix et de résilier le marché pour ce motif sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

Détermination des prix de règlement :

Les dispositions de l'article 10.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 9. AVANCE**

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

## **ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## **ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT**

### **11.1. Délai de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Sauf avis contraire du Crous de Limoges, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison.

Les délais de règlement applicables sont de 30 jours à compter de la réception de la facture sur le portail Chorus, les paiements ne s'effectuant qu'après certification du service fait.

Sauf avis contraire du Crous de Limoges pour des raisons structurelles liées à l'organisation de ses services, la rémunération du titulaire est versée après la réception de la facture correspondant à la livraison. En aucun cas, le délai de paiement ne pourra être supérieur au délai de 30 jours dans les conditions prévues ci-avant.

Conformément à l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court pas lorsque la facture a été transmise en dehors de la solution Chorus Pro.

En effet, en application de l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court qu'à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Alexis BLANCHON  
Comptable assignataire  
CROUS de Limoges  
39G Rue Camille Guérin  
87036 Limoges cedex  
Tél. : 05 19 56 13 02

## **11.2. Modalités de règlement des comptes**

Acomptes :

Les dispositions de l'article 11.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Contenu de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Calcul du montant dû par l'acheteur au titre des prestations fournies :

Les dispositions de l'article 11.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur :

Les dispositions de l'article 11.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 16. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **16.1. Régime des droits de propriété intellectuelle**

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.



## **PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE**

---

### **ARTICLE 17.           ADMISSION**

#### Opérations de vérification :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Déroulement des opérations de vérification :

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des fournitures, il peut être selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Décisions après vérifications :

Les dispositions de l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Admission:

Les dispositions de l'article 30.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Ajournement :

Les dispositions de l'article 30.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Réfaction :

Les dispositions de l'article 30.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Rejet :

Les dispositions de l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux :

Les dispositions de l'article 30.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Transfert de propriété :

Les dispositions de l'article 31 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 18.           DELAI DE GARANTIE**

Les prestations font également l'objet de la garantie contre les vices cachés, c'est-à-dire ceux les affectant préalablement à leur admission, qui ne pouvaient être légitimement connus par l'acheteur et qui les rendent impropres à l'usage auquel l'acheteur les destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne les aurait pas acquises ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus.

La fourniture est garantie par le titulaire contre tout vice caché, c'est à dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison ou de l'ouverture du carton contenant le produit.

En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par le titulaire ou, éventuellement, une réfaction est appliquée sur le prix de la fourniture, au gré de l'adhérent concerné.

## **PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES**

---

### **ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE**

#### **Protection des données à caractère personnel:**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

#### **Obligation de confidentialité :**

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### **Mesures de sécurité :**

Les dispositions de l'article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### **Information des sous-traitants :**

Les dispositions de l'article 5.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### **Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :**

Les dispositions de l'article 6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### **Protection de l'environnement, sécurité et santé :**

Les dispositions de l'article 7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### **Réparation des dommages :**

Les dispositions de l'article 8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 20. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX DENREES ALIMENTAIRES AMBIANTES (BOISSONS)**

Le titulaire certifie avoir pris connaissance des dispositions réglementaires en vigueur applicables aux denrées alimentaires, des articles suivants :

Dispositions réglementaires générales applicables aux denrées alimentaires

- Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ;
- Règlement (CE) n° 852/2004 du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;
- Règlement (CE) n° 853/2004 du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- Règlement (CE) n° 2073/2005 du 15 novembre 2005 concernant les critères microbiologiques applicables aux denrées alimentaires ;
- Règlement (CE) n° 1169/2011 du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires (« INCO ») ;
- Règlement (UE) 2021/2117 modifiant les règles d'étiquetage des vins et des vins aromatisés ;
- Règlement (UE) n° 2019/1381 du 20 juin 2019 relatif à la transparence et à la pérennité de l'évaluation des risques dans la chaîne alimentaire ;



- Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013 établissant une organisation commune des marchés des produits agricoles ;
- Règlement (CE) n° 1924/2006 relatif aux allégations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires ;
- Règlement (CE) n° 396/2005 relatif aux limites maximales applicables aux résidus de pesticides ;
- Règlement (UE) 2020/1255 du 7 septembre 2020 modifiant le règlement (CE) n° 1881/2006 en ce qui concerne les teneurs maximales en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ;
- Règlement (CE) n° 1830/2003 sur la traçabilité et l'étiquetage des OGM et des produits issus d'OGM ;
- Règlement (CE) n° 1333/2008 relatif aux additifs alimentaires ;
- Règlement (UE) n° 231/2012 établissant les spécifications des additifs alimentaires ;
- Règlement (UE) n° 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et alimentaires ;
- Règlement (CE) n° 510/2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine ;
- Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire ;
- Loi n° 2020-699 du 10 juin 2020 relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires ;
- Décret n° 2014-1489 du 11 décembre 2014 relatif à l'information des consommateurs ;
- Décret n° 2003-586 du 30 juin 2003 pris pour l'application de l'article L. 214-1 du code de la consommation en ce qui concerne certains sucres destinés à l'alimentation humaine.
- Arrêté du 30 septembre 2011 relatif à la qualité nutritionnelle des repas en restauration scolaire (GEMRCN) ;
- Arrêté du 20 août 2002 relatif aux denrées et ingrédients traités par ionisation ;
- Règlement (CE) n° 1333/2008 sur les additifs alimentaires.
- Codex Alimentarius (normes générales applicables aux produits de consommation humaine).
- Guides de bonnes pratiques d'hygiène (GBPH) reconnus par l'administration.
- Articles L. 231-1, L. 201-7 et D. 201-7 du Code rural et de la pêche maritime ;
- Articles L.120-1, L.121-1 et R.122-25 du Code de la consommation.

#### Dispositions relatives aux produits biologiques

- Règlement (CE) n° 834/2007, n° 889/2008 et n° 1235/2008 relatifs à la production biologique, à l'étiquetage et aux importations de produits biologiques ;
- Règlement (UE) n° 2018/848 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques (abrogeant le règlement 834/2007) ;
- Règlement délégué (UE) 2021/642 et Règlement d'exécution (UE) 2021/279 fixant les modalités d'application du règlement 2018/848.

#### Dispositions spécifiques aux emballages et conditionnements

- Loi n° 2010-729 du 30 juin 2010 (modifiée par la loi n° 2012-1442 du 24 décembre 2012) relative aux matériaux en contact avec les denrées alimentaires ;
- Règlement (CE) n° 1935/2004 (« règlement cadre ») sur les matériaux destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires ;
- Règlement (CE) n° 2023/2006 relatif aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) pour les matériaux en contact alimentaire ;
- Directive 2007/19/CE concernant l'interdiction des phtalates dans les emballages ;
- Décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif à la réduction et au recyclage des emballages plastiques à usage unique.
- Règlement (UE) 2024/3190 relatif à l'utilisation du bisphénol

## Dispositions spécifiques aux conditions de transport

- Règlement (CE) n° 853/2004 sur l'hygiène des denrées alimentaires (notamment les dispositions relatives au transport et à l'entreposage des denrées).
- Règlement (UE) n° 2017/625 relatif aux contrôles officiels en matière de sécurité sanitaire.
- Article R. 231-45 du Code rural et de la pêche maritime, relatif aux règles d'hygiène applicables au transport des denrées alimentaires.
- Arrêté du 20 juillet 1998 fixant les conditions techniques et hygiéniques applicables au transport des denrées alimentaires.

Cette liste n'est pas exhaustive. Il appartient au titulaire de s'assurer, à toutes les étapes de la chaîne (production, transformation, stockage, transport, livraison), de la conformité des produits fournis aux dispositions réglementaires applicables en vigueur à la date de fourniture. Toute évolution réglementaire ultérieure s'appliquera de plein droit au marché dès son entrée en vigueur.

## ARTICLE 21. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### Obligation de résultat et mise en œuvre de moyens minimaux

La prise en charge des prestations définies au présent marché constitue un contrat avec obligation de résultat.

Le titulaire s'engage :

- A fournir, de manière continue et sans interruption, des denrées alimentaires garantissant la santé et le bien être des consommateurs ;
- A assurer la réception, le traitement et la livraison des commandes de l'ensemble des produits faisant l'objet du présent marché. Les risques afférents au transport des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire concerné. Le titulaire est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ;
- A livrer des produits qui répondent aux spécifications, normes et prescriptions prévues par les lois, règlements et décisions en vigueur au jour de la livraison, en ce qui concerne leur appellation, dénomination, origine, état, qualité, composition, conditionnement, présentation, emballage, étiquetage et transport ;
- A conserver les denrées à bonne température ;
- A faire des offres régulières, acceptables et appropriées lors de la sollicitation pour les bons de commande ;
- A conseiller en premier lieu, pour toute commande d'un produit issu du catalogue, à la personne chargée des commandes, un produit équivalent issu du BPU ;
- A traiter et à répondre, à l'aide de l'annexe n°4 « manuel utilisation BNA fournisseurs » du présent CCP aux non-conformités qui leur sont adressées.

### Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service

Le titulaire s'engage :

- A assumer, sous sa responsabilité exclusive, dans ses locaux, lieux de stockage et camions de livraison, au sein des locaux du Crous de Limoges, l'hygiène, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;
- A contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à leur personnel ;

- A assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent accord-cadre, soit parfaitement remplie ;
- A faire en sorte que ses interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, de service, ni désordre dans les locaux ;
- A prévenir le Crous de Limoges, de toutes ruptures de stock sur un produit ;
- A appliquer, si possible, pour la traçabilité des produits, des étiquettes facilement détachables (type vignettes ou équivalent) résistantes à l'eau et indéchirables.

Le titulaire ne peut se prévaloir, pour éluder les obligations du présent accord-cadre, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment pour l'interruption ou le report de toute opération décidée par le Crous de Limoges.



## PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

---

### ARTICLE 22. PENALITES ET PRIMES

#### **Pénalité journalière pour le retard d'exécution**

Pénalité forfaitaire de 50€ par jour de retard.

#### **Origine géographique des matières premières ou des références au marché, non-conforme aux engagements du titulaire**

Pénalité forfaitaire de 2 000 €. Au bout de 3 événements similaires, le Crous de Limoges se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans versement d'indemnité.

#### **Présence d'un corps étranger lié à la production**

Pénalité forfaitaire de 500€.

Mise en demeure et avertissement.

#### **Livraison d'un produit (UVC) périmé (DDM, DLUO ou DLC dépassée)**

Pénalité forfaitaire de 500€.

Mise en demeure et avertissement.

#### **Livraison de produits sans étiquetage ou présentant un étiquetage non conforme (double étiquetage, traçabilité illisible, ...)**

Pénalités forfaitaires de 100€.

Mise en demeure et avertissement au bout de 3 événements similaires pour le même adhérent.

#### **Mise en évidence de non-conformités**

Mise en évidence de non-conformités pouvant entraîner un risque pour la santé et la sécurité des consommateurs, relatives au non-respect de la réglementation ou des usages professionnels, ou aux engagements du titulaire au CRT.

Pénalité forfaitaire de 2 000 €.

Mise en demeure de mise en place d'actions correctives pouvant conduire à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

#### **Non-conformité des produits au regard des engagements annoncés par le fournisseur**

Non-conformité des produits au regard des engagements annoncés par le fournisseur (Fiches techniques, CRT), de la réglementation en vigueur ou du respect des usages, suite à la mise en œuvre d'analyses (microbiologiques, physico- chimiques, métrologiques) par un laboratoire certifié sur ordre du Crous de Limoges.

Pénalité forfaitaire de 2 000 €. Au bout de 3 événements similaires, le Crous de Limoges se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans versement d'indemnité.

#### Dérogations relatives aux pénalités :

Les dispositions de l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

### ARTICLE 23. MESURES COERCITIVES

#### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux

frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 24. CAS DE RESILIATION**

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

### Résiliation pour événements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour événements liés au marché :

Les dispositions de l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour faute du titulaire :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour motif d'intérêt général :

Les dispositions de l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 25. LIQUIDATION**

### Décompte de résiliation :

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés :

Les dispositions de l'article 44 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 26. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Limoges

Tél. : 05 55 33 91 55



Fax :  
Email : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:  
Tribunal administratif de Limoges  
Tél. : 05 55 33 91 55  
Fax :  
Email : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Règlement à l'amiable :  
Les dispositions de l'article 46.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Mémoire en réclamation :  
Les dispositions de l'article 46.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de notification de la décision :  
Les dispositions de l'article 46.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage :  
Les dispositions de l'article 46.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de réclamation :  
Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG**

---

Il est dérogé à l'article 3.7 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 13 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

## PARTIE 9. CLAUSES TECHNIQUES

---

### ARTICLE 27. MODALITES DE LIVRAISON

La livraison est effectuée impérativement aux horaires suivants :

- De sept (7h) heures à onze (11h) heures

**Les livraisons seront effectuées de préférence les mardis.**

**Les délais de livraison sont de A pour C au maximum.**

Le candidat confirme la faisabilité de ce délai ou peut proposer une meilleure alternative dans le CRT.

Des ajustements doivent être possibles, soit à la demande des sites soit en concertation avec ces derniers.

A titre ponctuel, si le responsable de site ou son représentant demande une livraison à un horaire différent, la fourniture devra être livrée à la date, à l'heure et aux lieux indiqués par la commande correspondante.

Au-delà des délais fixés, la marchandise peut être refusée et le titulaire encourt des pénalités de retard.

Aucune livraison ne doit avoir lieu en dehors des heures d'ouverture.

**La livraison est franco de port pour toute commande supérieure ou égale à :**

- 150 € HT en période haute (de septembre à mai)
- 100€ HT en basse période (de juin à août)

Les franco de port s'apprécient à la livraison indistinctement qu'il s'agisse d'articles commandés au BPU et/ou catalogue. Il en est de même, si une commande complémentaire est effectuée pour ajouter des produits à une première commande (même livraison).

Les palettes Europe seront mises à disposition pour que la livraison suivante le distributeur les reprennent. Si manquement de reprise par le distributeur, il ne pourra imputer le coût au Crous.

Le titulaire supporte seul les frais afférents au déchargement de marchandises pondéreuses, fragiles ou volumineuses.

En cas de rupture produit à la responsabilité du fournisseur ou livraison partielle, entraînant une relivraison sans que le franco ne soit atteint, les frais de livraison ne devront pas être appliqués.

Les frais de livraison sont facturés et inscrits sur la facture des produits livrés.

### ARTICLE 28. CONDITIONNEMENT DES PALETTES

Le titulaire est tenu de s'assurer des contraintes techniques et des conditions d'accès aux lieux de livraison. La manutention jusqu'aux lieux de stockage est à la charge du titulaire.

A cet effet, pour des raisons d'ergonomie et d'utilisation des personnels du Crous de Limoges, les produits sont conditionnés de préférence en cartons n'excédant pas 25 kilos.

Le choix d'une palette appropriée, des emballages collectifs et une disposition appropriée des charges sur la palette peuvent minimiser le risque de dommages à chaque étape de l'expédition – de l'achèvement au transport et au déchargement.

Les magasiniers et les préparateurs de commandes sont responsables de la distribution des marchandises sur la palette. Cependant, il appartient au fabricant de sélectionner le bon emballage pour la marchandise, ainsi que de choisir une palette adaptée au type de charge.

Ainsi, il est impératif d'examiner l'état technique des palettes avant d'empiler les marchandises. Il doit être vérifié :

- Si la palette est cassée ou fissurée, dans le cas de palettes en bois – si le bois pourrit ;
- Si elle est propre et non humide ;
- Si les colis demeurent homogènes et appartiennent au même type d'emballage et à la même capacité ;
- Si tous les cartons/colis sont orientés sur la palette de façon à rendre l'étiquetage visible de l'extérieur de la palette ;
- Si tous les matériaux d'emballage sont fabriqués avec des matériaux sans danger et convenant à l'usage auquel ils sont destinés. Ils ne doivent transmettre au produit aucune substance toxique, ni aucune odeur ou saveur indésirable ;
- Enfin, que le titulaire veille également à éviter tout suremballage des produits.

Les emballages de type cagettes ou autres matériels logistiques réutilisables par le titulaire devront être récupérés au plus tard lors de la livraison suivante. Un système de consignation peut être mis en place afin de limiter le recours aux suremballages.

La limitation de la hauteur des palettes à 1,80 mètres doit être impérativement respectée et ce, pour des raisons de sécurité, sous peine de refus de la livraison.

## **ARTICLE 29.        SPECIFICITES TECHNIQUES**

### Durabilité des produits

La durabilité restante à la livraison, pour les produits concernés, est au minimum égale au 2/3 de la DLC totale prévue par le fabricant, sauf indication contraire au BPU.

### Spécificités des produits

Le titulaire est tenu de fournir des articles conformes aux exigences mentionnées dans le B.P.U., aux fiches techniques actualisées fournies et aux descriptions du catalogue.

Dans le cas où les exigences BPU seraient différentes des spécificités réglementaires ou codes des usages professionnelles, seules les premières pourront prévaloir dans le cadre du marché.

Les denrées alimentaires au marché doivent être saines et propres à la consommation humaine.

Le titulaire s'engage à fournir des produits exempts d'odeurs, de goûts anormaux d'insectes et de souillures.

### Emballages

Les denrées faisant l'objet du marché doivent être emballées de façon à préserver les qualités hygiéniques, nutritionnelles, technologiques et organoleptiques du produit.

Les matériaux d'emballage, doivent être sans danger pour la santé des consommateurs et compatible à l'usage alimentaire. Ils ne doivent transmettre au produit aucune substance toxique, odeur ou saveur indésirable.

L'emballage sera de type perdu. Il devra comporter un degré de résistance et de solidité suffisant en fonction de la manipulation dont il fera l'objet dans les différentes phases du transport et d'utilisation.

Les denrées faisant l'objet du marché doivent être emballées de façon à préserver les qualités hygiéniques, nutritionnelles, technologiques et organoleptiques du produit.

Les matériaux d'emballage, doivent être sans danger pour la santé des consommateurs et compatible à l'usage alimentaire. Ils ne doivent transmettre au produit aucune substance toxique, odeur ou saveur indésirable.



Les emballages utilisés seront conformes à la législation nationale et européenne ainsi que toute évolution en cours d'exécution du marché.

Les emballages plastiques seront conformes aux objectifs du Décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif aux objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi, et de recyclage des emballages en plastique à usage unique pour la période 2021-2025.

Les conditionnements des articles prévus au marché seront conformes au règlement (CE) n°1935/2004 (ou « règlement cadre ») du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 définit les exigences générales qui s'appliquent aux matériaux et objets destinés à entrer en contact directement ou indirectement avec les denrées, produits et boissons alimentaires.

Par denrées alimentaires, on entend les denrées au sens de l'article 2 du règlement (CE) n°178/2002.

Les conditionnements seront conformes au règlement (CE) n° 2023/2006 relatif aux règles relatives aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) des groupes de matériaux et d'objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires qui figurent à l'annexe I du règlement (CE) n°1935/2004 et des combinaisons de ces matériaux et objets ou des matériaux et objets recyclés utilisés dans ces matériaux et objets. Les candidats se conformeront aux dispositions de ce règlement par la mise en place d'un système d'assurance qualité pour la fabrication, la transformation et la distribution des matériaux et objets destinés à entrer au contact des aliments. Les dispositions du règlement (CE) n° 2023/2006 (spécifiquement consacrées aux bonnes pratiques de fabrication des encres d'impression et des matériaux et objets imprimés seront également appliquées.

Les matériaux et objets, y compris les matériaux et objets actifs et intelligents, sont fabriqués conformément aux bonnes pratiques de fabrication afin que dans des conditions normales ou prévisibles de leur emploi, ils ne cèdent pas aux denrées des constituants en une quantité susceptible :

- de présenter un danger pour la santé humaine ;
- d'entraîner une modification inacceptable de la composition de la denrée ;
- d'altérer les propriétés organoleptiques de la denrée alimentaire.

#### Additifs

La présence d'additifs doit être conforme, par ordre de priorité, en premier lieu, à la législation nationale et aux exigences de l'Union européenne et, en second lieu, au codex Alimentarius.

Ils devront être mentionnés dans la liste des ingrédients conformément aux réglementations en vigueur.

Les teneurs ou taux de sel devront être précisés pour les produits élaborés. Ils devront être conformes aux guides des usages professionnels ou à défaut aux prescriptions techniques inscrites au BPU.

#### Critères microbiologiques, contaminants et corps étrangers

Les produits alimentaires du marché seront conformes aux critères microbiologiques du règlement (CE) n°2073/2005, à défaut des critères d'hygiène des procédés supplémentaires de la FCD.

La présence de contaminants et toxines sera conforme aux réglementations nationales et européennes, le cas échéant à la norme générale pour les produits de consommation humaine (Codex Stan 193-1995).

Les produits livrés seront exempts de corps étrangers, c'est-à-dire toute particule de matière, présente dans un produit alimentaire dont la nature et la texture n'est pas prévue ou attendue par le client ou consommateur.

Le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à des laboratoires afin d'effectuer des analyses bactériologiques, microbiologiques et physicochimiques sur les produits faisant l'objet du marché.

#### Etiquetage



Le titulaire est tenu de fournir des produits dont l'étiquetage est en conformité avec la réglementation nationale et de l'Union européenne en vigueur.

L'ensemble des mentions affichées sur l'étiquette doit reprendre, au minimum, les éléments indiqués au Codex Stan 1-1985 afin de garantir, notamment, la composition et assurer la traçabilité des produits.

Les systèmes à code-barres de type EAN 128 ou EAN 13 seront favorisés.

### Maîtrise des risques sanitaires

Conformément au « Paquet Hygiène », les candidats auront mis en place un Plan de Maîtrise Sanitaire, intégrant :

- Les mesures à prendre pour la gestion de la traçabilité ;
- Les bonnes pratiques d'hygiène concernant aussi bien le personnel que le matériel, les méthodes de travail et les locaux ;
- Le plan HACCP (plan d'analyse des risques et des points critiques pour leur maîtrise) ;
- La gestion des non-conformités.

En cas d'alerte sanitaire, le titulaire du marché est tenu mettre en place une procédure de blocage/retrait / rappel. Il devra transmettre, sans délai au pouvoir adjudicateur, les éléments de traçabilité nécessaires à son traitement :

- Référence du produit
- N° de l'accord-cadre/ DDM/DLUO
- Liste des points de livraison du réseau concernés
- Motif de l'alerte
- Devenir du produit

Des adresses électroniques dédiées exclusivement à la diffusion des alertes sanitaires sont mises en place pour le Crous de Limoges. Cet outil sera obligatoirement privilégié par le titulaire, qui pourra éventuellement le compléter d'appels téléphoniques.

En cas de non-conformité émise par le réseau, démontrant un risque pour la sécurité des consommateurs, la salubrité des productions ou la réputation du Crous, le Crous de Limoges se réserve le droit de demander le retrait des produits concernés.

### Engagement sur les marques et produits

Le titulaire est tenu de livrer des produits correspondants aux marques renseignées dans son offre.

En cas de rupture de stock, définitive ou ponctuelle, ou de tout évènement ayant pour effet la disparition ou la non-commercialisation d'une marque, le titulaire est tenu d'en informer, par courriel, dans un délai de 5 jours ouvrés, le Crous de Limoges et de proposer un produit de substitution.

Ainsi, deux situations sont à distinguer :

- Dans la configuration d'une rupture définitive d'un produit ou de plusieurs produits : le titulaire ne pouvant, en aucun cas, imposer unilatéralement une nouvelle marque, le changement de marque sera soumis à l'approbation du Crous de Limoges après envoi de fiches techniques et d'échantillons.
- Dans la configuration d'une rupture ponctuelle, le titulaire propose :
  - Soit un article équivalent de même nature prévu au BPU et possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible au client ou bien au tarif du produit livré ;
  - Soit un article équivalent, de marque différente et non prévu au BPU mais repris du catalogue, possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible pour le client.

A noter, qu'en cas de proposition de la part du titulaire d'un produit de remplacement plus cher que le produit initial en rupture sera d'office refusé. Tous les articles de remplacement doivent être au prix de l'article initialement commandé par le client.

Ces éléments seront transmis pour approbation au pouvoir adjudicateur.

A défaut d'accord avec le titulaire, le Crous de Limoges peut décider de recourir à un autre fournisseur conformément aux dispositions du présent CCP, ou d'appliquer les clauses prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

#### Besoins ponctuels saisonniers

Le titulaire est tenu de fournir au Crous de Limoges, au plus tard deux mois avant chaque période de fêtes (Pâques, Noël...) un catalogue comprenant l'intégralité des références commerciales mises à disposition lors de ces fêtes.

Le titulaire est informé que si, par principe, les tarifs de chaque référence bénéficient du pourcentage de remise catalogue indiquée dans le BPU, ils peuvent aussi faire l'objet d'une négociation animée par le Crous de Limoges.

Les commandes passées pour des produits relatifs à des fêtes ne donneront pas lieu à la rédaction d'avenant.

#### Promotions et nouveautés

Le titulaire est tenu de faire bénéficier au Crous de Limoges l'ensemble de ses promotions et nouveautés.

Le titulaire est tenu de fournir au Crous de Limoges, au plus tard 2 mois avant chaque période de promotion, un catalogue comprenant l'intégralité des références commerciales mises à disposition lors de ces dates.

Le titulaire est informé que si, par principe, les tarifs de chaque référence bénéficient du pourcentage de remise catalogue indiquée dans le BPU, ils peuvent aussi faire l'objet d'une négociation animée par le Crous de Limoges.

Les nouveautés peuvent donner lieu à des expérimentations pilotées par le Crous de Limoges sur des sites testeurs avant une intégration à l'ensemble des sites.

Les commandes passées pour des produits relatifs à des promotions ou des nouveautés ne donnent pas lieu à la rédaction d'un acte modificatif du présent accord-cadre.

Toutes nouveautés et promotions appellent la fourniture d'une plaquette à destination des utilisateurs.

#### Fiche technique

Les FT devront à minima indiquer les points décrits au cadre de réponses techniques (CRT) et rendu en langue française.

La non remise de ce document entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément au présent C.C.P.

Il est précisé que les fiches techniques doivent être renouvelées à chaque modification et à chaque date d'anniversaire du marché. Lors de leur transmission, elles doivent impérativement avoir été établies depuis moins d'un an.

## **ARTICLE 30. MODALITES DE CONTROLE, SUIVI ET RELATIONS COMMERCIALES**

#### Suivi de l'accord-cadre

Le titulaire est par ailleurs tenu de communiquer au Crous de Limoges un contact privilégié chargé du suivi global de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu de communiquer au Crous de Limoges un contact privilégié chargé de la qualité et la sécurité sanitaire.

Un compte rendu de suivi commercial devra être envoyé à : [achat@crous-limoges.fr](mailto:achat@crous-limoges.fr) au semestre.

Les coordonnées des personnes représentant le titulaire sont indiquées au cadre de réponse technique. En cas de changement, le titulaire est tenu d'en avertir le Crous de Limoges.



Les dysfonctionnements qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités par le Crous de Limoges.

### Contrôles et vérifications

Le Crous de Limoges se réserve le droit de procéder à tout type de contrôles afin de s'assurer de la quantité et de la qualité des prestations du présent accord-cadre.

Le Crous de Limoges se réserve le droit de vérifier l'exactitude des bons de livraison et des factures par rapport aux éléments sur lesquels le titulaire s'est engagé dans le cadre de son offre.

Le Crous de Limoges suit l'évolution de la volumétrie de vente du présent accord-cadre et veille au respect de la part catalogue.

Le Crous de Limoges se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter au Crous de Limoges, mensuellement ou sur demande dans un délai de 5 jours, un compte rendu regroupant :

La consommation globale et détaillée par site (BPU, catalogue), sous la forme du tableau Excel ou équivalent suivant :

Site livré	Marché	Produits BPU ou catalogue	Libellé produit titulaire	Poids livré	Nombre de livraison	Poids moyen livré	Coût moyen livré	C.A. hors TVA

Le Crous de Limoges se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

Le Crous de Limoges se réserve également le droit de réaliser des audits au sein des usines du titulaire et de ses fournisseurs ou producteurs.

Le Crous de Limoges se réserve également le droit de réaliser des analyses bactériologiques sur les produits du présent accord-cadre.

Le Crous de Limoges vérifie, par tous moyens, que le titulaire est en conformité avec les exigences fixées au présent CCP.

Le titulaire est également tenu de fournir, sur simple demande du Crous de Limoges, et dans un délai de 72 heures, le résultat d'analyses bactériologiques, microbiologiques et nutritionnelles relatives aux produits faisant l'objet du marché.

Le titulaire est tenu de fournir, sur simple demande du Crous de Limoges et dans un délai de deux jours ouvrés, tout élément prouvant ou susceptible de prouver le respect des règles de salubrité et de sécurité imposée dans le cadre de la réglementation intéressant sa profession.

Les différents documents, comptes-rendus et demandes doivent impérativement être transmis à l'adresse mail suivante : [achat@crous-limoges.fr](mailto:achat@crous-limoges.fr) sans quoi ils seront considérés comme non reçus et soumis à pénalités.

La non remise de ces documents entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité.

Aussi, le titulaire se doit de répondre à toutes demandes d'informations relatives au suivi des marchés au Crous de Limoges dans un délai raisonnable de 5 jours ouvrés, sans quoi il s'expose à des pénalités équivalentes à celles précitées.

### Encadrement des relations commerciales

Le Crous de Limoges dispose de l'exclusivité des relations commerciales suivantes :

- Ajout et suppression d'articles ;
- Offres promotionnelles ;

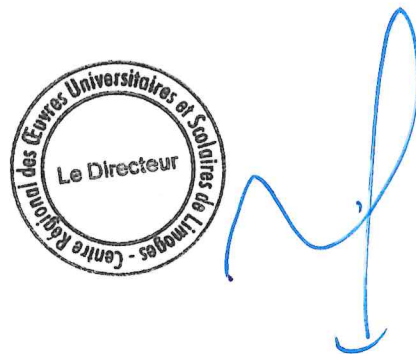


- Suivi et statistiques de vente ;
- Suivi des rapports de visite et d'audits ;
- Suivi des non-conformités majeures.

Ces éléments seront communiqués pour validation à l'adresse générique : [achat@crous-limoges.fr](mailto:achat@crous-limoges.fr).

#### Portée des clauses du présent CCP

Toute tolérance ou permission de l'une des parties au présent marché concernant le respect des clauses du présent CCP ne saurait être considérée comme une renonciation à demander l'exécution des dites clauses.



Pour le Directeur Général,  
Le Directeur Adjoint